**ARRÊTÉ PORTANT reVOCAtion**

De Monsieur (ou Madame) … (Grade)

(Sanction du 4ème groupe)

***Les mentions en italiques constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction de l’arrêté. Ils doivent être supprimés du contrat définitif.***

Le Maire *(ou le Président)* de...

Vu la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu la loi n° 83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 89-677 du 18 Septembre 1989 relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux,

Considérant qu'il est reproché à Monsieur *(ou Madame)* … d'avoir commis (*préciser les faits constitutifs de la faute*) ... **OU** *d'avoir manqué à l'obligation de ...*,

Considérant que Monsieur *(ou Madame)* … a été informé(e) par lettre du … de son droit à communication de son dossier et de la possibilité de se faire assister par un ou plusieurs conseils de son choix,

Considérant que Monsieur *(ou Madame)* … a eu communication de son dossier le…,

Vu l'avis motivé émis par le Conseil de discipline le ... et proposant ...,

Considérant soit que la sanction proposée par le Conseil de discipline sanctionne comme il convient les faits reprochés à Monsieur *(ou Madame)* … **OU** *que la sanction proposée par le Conseil de discipline apparaît trop sévère compte tenu des faits reprochés à Monsieur (ou Madame) …* **OU** *que la sanction proposée par le Conseil de discipline ne sanctionne pas assez sévèrement Monsieur (ou Madame) … en raison des faits qui lui sont reprochés*,

**ARRÊTE**

**Article 1er**

La révocation, sanction du 4ème groupe figurant à l'article 89 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, est prononcée à l'encontre de Monsieur *(ou Madame)* …, grade ...

**Article 2** :

La sanction visée à l'article 1er ci-dessus prend effet au ...

**Article 3** :

A compter du ..., Monsieur *(ou Madame)* … est radié*(e)* des cadres et perd sa qualité de fonctionnaire.

**Article 4 :**

Le Directeur Général des Services *(ou la secrétaire de mairie, le Directeur…)* est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur *(ou Madame)*...

**Article 5 :**

Le Maire *(ou le Président)* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif d’Amiens dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l’application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6**:

Ampliation du présent arrêté sera transmise au Préfet, au Président du Centre de Gestion de l’Oise et au comptable de la collectivité.

Notifié à l'agent le : Fait à ..., le ...

(date et signature) Le Maire,